



COMMUNE DE SAINT-LOUP-GEANGES

12 Rue Jean-Baptiste CAUTIN
71350 SAINT-LOUP-GEANGES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 2°, R.2123-1 3°, R.2123-4, R. 2131-14, R.2162-1 à R.2162-4 du Code de la Commande Publique

FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE ET L'ACCUEIL DE LOISIRS

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 27 Juin 2025 à 12h00

N° de marché

2	5	0	0	1
---	---	---	---	---

Pouvoir adjudicateur :

Commune de Saint-Loup-Géanges

12 Rue Jean-Baptiste CAUTIN 71350 SAINT-LOUP-GEANGES

Téléphone : 03.85.49.48.09 courriel : mairie@saint-loup-geanges.fr

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires	3
1.7 - Renouvellement	3
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
3 - Conditions relatives au contrat	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - Contenu du dossier de consultation	4
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire	5
5.2 - Pièces à fournir avec l'offre	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
6.1 - Transmission électronique	7
6.2 - Transmission sous support papier	8
7 - Examen des candidatures et des offres	8
7.1 - Sélection des candidatures	8
7.2 - Attribution des marchés	8
7.3 - Suite à donner à la consultation	9
8 - Renseignements complémentaires.....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
8.2 - Procédures de recours	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour le restaurant scolaire et l'accueil de loisirs

Lieu d'exécution :

Restaurant scolaire 4 rue Jean-Baptiste Cautin 71350 SAINT-LOUP-GEANGES

1.2 - Mode de passation

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 2°, R. 2123-1 3°, R. 2123-4, R. 2131-14 du Code de la Commande Publique et de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (NOR : ECOM1831822V).
Codes CPV : 55510000-8 à 55524000-9 (Services de cantine, de restauration scolaire, de traiteur et de livraison de repas).

1.3 - Type de contrat

Cette procédure adaptée est mise en œuvre selon les dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande sans seuils minimum ni maximum.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code	Description
55523100-3	Services de restauration scolaire

1.6 - Etendue des prestations

La quantité totale de repas pour la durée de l'accord cadre est **estimée** entre 14 000 et 16 000 repas.

La visite du site de restauration est possible (sur simple demande) mais elle n'est pas obligatoire.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre d'un an non renouvelable.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent marché prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2025 pour une durée de 1 an.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur ressources propres s'imputant sur le budget principal de la Commune en section fonctionnement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du

dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Le candidat devra transmettre les agréments « sanitaires » des cuisines concernées par les prestations		Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif	Non
Un mémoire technique accompagné éventuellement de photographies comprenant au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Composition des repas - Exemples de menus démontrant leur qualité et leur diversité - Contenu détaillé des repas / pique-nique - Descriptions des sandwiches - Présentation de l'origine des produits servant à la fabrication des repas - Approvisionnements en produits locaux et/ou issus de l'agriculture biologique conformément au cahier des clauses techniques particulières - Décomposition du prix d'un repas (part de l'alimentation et des frais de gestion) - Exemple de programme d'animations - Modèle de fiche de présentation des menus destinées au restaurant pour affichage en salle et information du chef d'établissement scolaire - Toute autre information permettant de juger de la qualité de leur offre + éléments ci-dessous au 5.2 	Non

5.2 – Pièces à fournir dans l'offre :

Les soumissionnaires accompagneront leur offre des éléments permettant d'apprécier la qualité, la variété des menus proposés et la fréquence des plats :

Dans tous les cas :

❖ Nature et type de denrées :

Les soumissionnaires joindront à leur offre tous les éléments nécessaires à justifier de la nature ou du type de denrées utilisées. Les candidats devront notamment préciser clairement leur mode d'approvisionnement et l'origine des denrées et fournir les fiches techniques des produits et les fiches techniques de composition des plats pour une semaine type.

❖ **Approvisionnement :**

Les soumissionnaires fourniront le détail du circuit d'approvisionnement et toutes les informations concernant l'engagement environnemental de l'entreprise (notamment sa politique de transport, d'emballage et les pratiques protectrices de l'environnement mises en œuvre dans le cadre du marché). Enfin, chaque candidat précisera en outre, les solutions de repli pouvant éventuellement être mises en œuvre en cas de manque de livraison ou de difficultés diverses d'approvisionnement (ex. intempéries, grève de son personnel...)

❖ **Diversité et variété :**

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la diversité des mets proposés. C'est la raison pour laquelle les soumissionnaires joindront à leur offre, des exemples :

- de menus servis sur une période de 7 semaines consécutives
- de menus végétariens
- de menus pique-nique

❖ **Saisonnalité**

Les candidats fourniront le calendrier des aliments de saison indiquant les mois pendant lesquels les principales denrées alimentaires (essentiellement les fruits et légumes) sont cultivées dans la région, sans nécessairement s'engager d'ores et déjà sur la provenance effective de ces denrées. Ces produits de saison devront être clairement identifiés dans les menus.

A tout moment le prestataire devra être en mesure de fournir les fiches techniques des produits et les fiches de données GEMRCN.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Elle est adressée à l'adresse suivante :

Maire de Saint-Loup-Géanges
12 rue Jean Baptiste CAUTIN
71350 SAINT-LOUP-GEANGES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents cependant les fichiers devront être transmis dans les formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation **mais seulement au stade de la signature avec le titulaire du marché.**

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

Depuis le 1^{er} octobre 2018 et conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique, les offres relatives aux procédures supérieures à 40 000.00 € HT sont transmises par voie dématérialisée sous réserve des exceptions prévue par voie réglementaire.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Qualité des repas	30%
<i>1.1-Variété et qualité des repas proposés</i>	<i>15%</i>
<i>1.2-Parts de produits frais et dans le respect des saisons</i>	<i>15%</i>
2-Développement durable	30%
2.1-Approvisionnement en circuits courts, de proximité, bio	30%
3- Prix	40%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après ouverture des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. Il pourra également leur être demandé de préciser, corriger ou compléter leur offre.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R2143-10 du Code de la

commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de DIJON
22 Rue d'Assas
BP 61616
21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr